

**Résolution adoptée par le 93e congrès de la LDH, Rennes – 23, 24 et 25 mai
2026
(extraits)**

PARTIE 1 – LA RÉSISTIBLE BASCULE VERS LES FASCISMES

Les succès électoraux des extrêmes droites ces dernières années et leur accession aux premiers rôles sur la scène mondiale constituent une menace existentielle pour les sociétés démocratiques.

Leur percée intervient alors qu'en France, comme dans de nombreux autres pays, beaucoup d'électeurs et d'électrices ne croient plus la démocratie capable de répondre à leurs besoins. D'une part, des décennies de politiques néolibérales, menées par des gouvernements de gauche comme de droite, ont creusé les inégalités et développé les précarités. Pour un nombre croissant de personnes, elles ont fait reculer l'accès effectif à de multiples droits, économiques et sociaux, leur inspirant la conviction que la démocratie est impuissante à les aider. La corruption de certaines élu-es, l'absence d'éthique dans l'exercice du pouvoir, renforcent cette défiance des électrices et des électeurs à l'égard des institutions démocratiques. Dans la période actuelle, la dérégulation menée par les institutions européennes remet en cause au pas de charge des protections sociales et environnementales essentielles. D'autre part, les gouvernements multiplient les choix autoritaires qui font reculer les libertés publiques. La résultante est claire. Ces politiques ouvrent la voie à l'illibéralisme et au fascisme, rendant possible la bascule d'un système politique à un autre, radicalement différent, caractérisé par la négation de règles communes pour la gestion des affaires publiques et par le triomphe de la loi du plus fort.

Un modèle de société fasciste-illibéral qui articule économie prédatrice, guerre des identités et loi du plus fort

Désormais, dans les démocraties historiquement stables comme aux Etats-Unis et partout dans l'Union européenne, les extrêmes droites – qu'elles soient au pouvoir, en Italie ou jusqu'à récemment en Hongrie, qu'elles participent à des coalitions plus ou moins larges pesant sur les politiques, comme en Suède, ou qu'elles soient aux portes du pouvoir comme en France – s'attaquent globalement à la démocratie, à l'universalité des droits et à l'État de droit. Avec des différences propres à chaque pays, leur offensive se déploie selon trois dimensions essentielles : sociétale, idéologique et politique.

Le modèle sociétal promu répond aux besoins de secteurs économiques dont l'activité s'organise pour l'essentiel autour d'individus-consommateurs considérés comme des atomes isolés connectés aux machines et aux algorithmes plutôt qu'aux autres humains. Ce modèle aboutit à fragiliser tout ce qui « fait société ».

Le cadre idéologique des extrêmes droites pense tous les sujets, toutes les politiques, en termes de « guerre des identités » : chacune et chacun est assigné-e à des origines géographiques et religieuses, ce cadre ayant comme effet premier d'occulter la place centrale des oppositions de nature sociale qui résultent des inégalités et précarités.